



Droits et Démocratie
Rights & Democracy

Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
International Centre for Human Rights and Democratic Development

Étude d'impact sur les droits humains: en bref

L'arrivée d'une entreprise étrangère dans une communauté peut être une bonne nouvelle pour la population locale. Malheureusement, dans de nombreux cas, la situation est tout autre : souvent aux prises avec une relation de pouvoir très inégale face au gouvernement et à l'entreprise en question, les préoccupations de la communauté sont dans bien des cas négligées.

Un nombre grandissant d'acteurs sont préoccupés par l'impact des investissements étrangers sur les communautés locales et s'inquiètent du fait que les droits humains ne sont pas suffisamment pris en compte. Différentes solutions ont été envisagées afin de remédier à ce problème. La réalisation **d'études d'impact sur les droits humains** en est une.

Constatant le besoin des communautés affectées par les projets d'investissement de posséder elles aussi leurs propres outils d'évaluation, Droits et Démocratie a créé le présent guide à leur intention afin de leur permettre de mieux faire valoir leurs droits. Les entreprises et les autres acteurs pourront aussi faire usage de ce guide s'ils souhaitent comprendre les impacts des investissements sur les droits humains selon une perspective centrée sur la communauté.

Qu'est-ce qu'une étude d'impact sur les droits humains ?

Une étude d'impact sur les droits humains (EIDH) est un processus qui nous permet de mesurer l'écart entre les engagements pris par les États (droits humains en principe) et la possibilité de jouir de ces droits en pratique dans le pays (droits humains en pratique). En faisant appel à la participation de tous les acteurs concernés par le projet d'investissement, il s'agit de déterminer les droits qui ne sont pas respectés ou pour lesquels existent de fortes indications qu'ils pourraient ne pas être respectés dans le futur. L'objectif de la démarche est de faire en sorte que des solutions satisfaisantes soient apportées aux problèmes existants.

En quoi consiste le guide d'EIDH?

Le guide propose une démarche, étape par étape, permettant de rendre compte des impacts positifs et négatifs d'un projet d'investissement sur les droits humains. Tout au long des étapes mentionnées ci-après, vous trouverez de l'information et des références supplémentaires qui aideront à la réalisation de l'étude. Vous trouverez notamment des documents de référence sur

les droits humains, des exemples de techniques de recherche, des sites Web à consulter et des renseignements vous indiquant où trouver l'information dont vous avez besoin.

Afin de vous aider à recueillir l'information, nous fournissons certaines questions de départ ainsi que des références aux indicateurs élaborés par d'autres groupes. Il est entendu que chaque cas est particulier et que chaque étude a ses objectifs propres, il incombera à votre équipe d'adapter les questions fournies et même d'en formuler de nouvelles afin que l'étude reflète réellement les particularités de la situation, le contexte local, le type d'investissement et les préoccupations des populations concernées.

À qui s'adresse le guide d'EIDH?

Le guide a pour objectif de permettre aux communautés affectées par des projets d'investissements non seulement d'évaluer de façon systématique les impacts de ces projets, mais aussi de participer aux décisions qui les concernent. Conçu à l'intention des organisations locales travaillant directement auprès des populations touchées, le guide pourrait toutefois être adapté et utilisé par des organisations extérieures à la communauté désirant accompagner des groupes locaux dans ce processus. Il peut également être utilisé par des entreprises désirant s'engager dans un processus participatif avec les communautés locales.

Utilisant une approche participative, cette méthodologie cherche à favoriser une participation des communautés à l'ensemble du processus d'étude d'impact sur les droits humains, afin de leur donner les moyens de devenir des acteurs incontournables dans le processus de prise de décisions.

Qu'est-ce qu'un cadre des droits humains ?

Travailler selon un cadre des droits humains signifie que l'on observe et analyse une situation en se fondant sur les droits, tels qu'ils sont formulés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et repris dans plusieurs autres traités et instruments. Un cadre des droits humains repose sur un certain nombre de principes :

► *Participation et accès à l'information*

Les individus ont le droit de participer à la planification et à la mise en oeuvre des décisions affectant leurs droits humains; ils ont le droit d'avoir accès à l'information nécessaire à une participation véritable.

► *Reddition de comptes et accès à des recours efficaces*

Les détenteurs d'obligations (les gouvernements) ont la responsabilité de respecter leurs obligations en matière de droits humains. Les citoyens doivent avoir accès à des recours efficaces en cas de violations de leurs droits humains.

► *Non-discrimination et égalité*

Tous les êtres humains sont égaux, et nul ne devrait subir de discrimination. Une attention particulière doit être portée à toute action qui pourrait entraîner de la discrimination, en particulier envers les groupes les plus vulnérables.

► *Indivisibilité des droits*

Tous les droits humains – sociaux, économiques, culturels, civils et politiques – sont indivisibles, étroitement liés et interdépendants.

En quoi le guide peut vous être utile

► *Faire part de la situation à un grand nombre de personnes et acheminer vos recommandations aux acteurs concernés.*

Le rapport permettra de mettre en lumière la situation de certains droits dans la communauté. L'élaboration et la distribution d'un rapport permettent de rejoindre un grand nombre d'acteurs et de s'assurer que les enjeux importants pour les communautés sont transmis aux autorités compétentes et aux représentants de l'entreprise.

► *Renforcer les capacités de la communauté*

Cette approche a été conçue pour permettre aux groupes qui réalisent l'étude, ainsi que les communautés affectées, de renforcer leurs capacités. De nombreux renseignements et diverses ressources figurent à l'intérieur du guide et sont mis à la disposition des équipes.

► *Engager une communication avec le gouvernement ou avec l'entreprise*

La réalisation de ce processus nécessite la participation de diverses personnes, agences et organisations concernées par le projet d'investissement. Il peut constituer une bonne occasion d'établir un dialogue avec des représentants du gouvernement et/ou de l'entreprise.

Les limites d'une étude d'impact sur les droits humains

Il est important de demeurer conscient que le projet peut générer des attentes de la part des populations locales. Il faudra donc s'assurer de clarifier avec elles, dès la première rencontre, ce que cette démarche peut faire ainsi que ce qu'elle ne peut pas faire. La réalisation d'une étude d'impact sur les droits humains n'entraînera pas nécessairement des changements du jour au lendemain. Distribuer le rapport largement auprès des acteurs importants, engager un dialogue avec les représentants de l'entreprise, présenter le rapport devant différentes instances locales, nationales ou internationales et réaliser des ateliers de formation avec les populations locales sont autant de démarches qui pourraient permettre que le rapport et ses conclusions ne tombent pas dans l'oubli et que les choses changent réellement.

Avez-vous tout ce qu'il vous faut?

► *Êtes-vous prêts à entreprendre un projet de cette envergure ?*

Les études d'impact réalisées de façon participative exigent beaucoup de temps et peuvent s'étaler sur une longue période. Si l'étude peut être menée sur une période de six mois, certaines équipes auront besoin de plus de temps pour réaliser l'ensemble des activités requises.

► *Si vous n'êtes pas familiarisés avec les droits humains, connaissez-vous une organisation qui pourrait vous aider dans ce processus ?*

Bien que le guide contienne une information abondante sur les droits humains, une connaissance en la matière peut s'avérer nécessaire pour mener à bien l'ensemble des étapes. L'aide d'une organisation accompagnatrice capable de combler les lacunes en matière de connaissances sur les droits humains pourrait s'avérer nécessaire.

► *Si vous ne disposez pas des ressources financières et/ou humaines nécessaires à la réalisation d'une telle démarche, connaissez-vous une organisation qui pourrait vous appuyer financièrement ?*

La réalisation de toutes les étapes proposées dans ce guide exige d'importantes ressources financières. Parmi les coûts qu'il faut prévoir, mentionnons le salaire des personnes qui mèneront l'étude, les coûts de traduction des différents documents, les honoraires des experts qui vous aideront à effectuer certaines parties de l'étude, les frais de déplacement.

► *Si la situation est tendue et que vous craignez les répercussions que pourrait avoir la conduite d'une telle étude sur votre sécurité, pouvez-vous bénéficier d'un appui extérieur permettant de limiter les risques ?*

La réalisation d'une étude d'impact sur les droits humains peut générer des tensions et du stress. Dans certains cas, la sécurité des participants peut être menacée. Par conséquent, il importe que vous puissiez bénéficier de l'appui d'individus et d'organisations qui sont en mesure de réduire les risques et de vous venir en aide quand ce type de situation se présente.

► *Si votre équipe ne comprend pas de membres de la communauté, êtes-vous en mesure d'établir une relation de confiance avec les communautés locales ?*

Puisqu'il s'agit d'un processus participatif, il est essentiel d'établir une relation de confiance entre les participants. Vous devez donc être prêts à consulter régulièrement les communautés, à discuter d'enjeux délicats avec les groupes concernés et à aborder des problèmes qui les touchent directement.

Maintenant, au travail!

Avant de commencer, mentionnons trois choses que vous devez garder à l'esprit :

► Il n'existe pas de façon unique de procéder à une étude d'impact. Il est possible que certaines des étapes suggérées ne correspondent pas à votre situation particulière. Vous pouvez adapter le processus à vos propres besoins, à condition que les droits humains demeurent au centre de votre démarche.

► Vous pourriez décider de réaliser les étapes dans un ordre différent de celui qui est suggéré. Encore une fois, n'hésitez pas à adapter le processus à votre situation.

► Certaines étapes pourraient devoir être répétées une ou deux fois. Par exemple, il est possible que vous deviez retourner consulter certains groupes ou individus à plusieurs reprises. Il est important de demeurer flexible.

Ce guide est divisé en six phases:

Phase A : Préparation de l'étude

Étape 1 : Examen préliminaire du projet d'investissement étranger

Étape 2 : Établissement de l'équipe de recherche

Étape 3 : Identification des acteurs

Étape 4 : Votre protection et celle de votre équipe

Étape 5 : Première rencontre avec la communauté

Étape 6 : Établissement des objectifs de l'étude

Étape 7 : Réflexion sur les méthodes de collecte de l'information

Étape 8 : Établissement du plan de travail et du budget

Étape 9 : Prise de contact avec les acteurs choisis

Phase B : Cadre juridique

Étape 10 : Que savez-vous à propos du pays ?

Étape 11 : Que savez-vous à propos de l'entreprise ?

Étape 12 : Détermination du cadre juridique régissant le projet d'investissement

Phase C : Adaptation du guide

Étape 13 : Sélection des droits humains

Étape 14 : Choix des questions

Phase D : Processus de recherche

Étape 15 : La communauté et les droits humains

Étape 16 : Le gouvernement et le contexte national en matière de droits humains

Étape 17 : L'entreprise et les droits humains

Étape 18 : Inventaire de l'information recueillie

Étape 19 : Validation de l'information

Étape 20 : Recommandations préliminaires

Phase E : Analyse et rapport

Étape 21 : Analyse des résultats

Étape 22 : Élaboration d'une ébauche de rapport

Étape 23 : Distribution de l'ébauche du rapport afin d'obtenir des commentaires

Étape 24 : Achèvement du rapport

Phase F : Engagement, vérifications et suivi

Étape 25 : Actions à entreprendre à l'avenir

Partagez votre expérience !

Si vous réalisez une étude d'impact dans votre communauté, nous vous invitons à partager avec nous votre expérience en nous faisant parvenir vos rapports ainsi que tout commentaire sur ce projet par courriel, à info@dd-rd.ca.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR NOTRE INITIATIVE INVESTISSEMENTS ET DROITS HUMAINS, CONSULTEZ NOTRE PAGE WEB : WWW.DD-RD.CA/HRIA

Remerciements

Nous tenons à remercier **Oxfam America** et la **Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme** (FIDH) pour leur aide à la recherche et leur soutien pendant la révision finale de l'outil. Nous remercions tout particulièrement Elin Wrzoncki et Geneviève Paul de FIDH, de même que Gabrielle Watson, Sarah Zipkin et Maria Ezpeleta d'Oxfam.

This document is available in English - www.dd-rd.ca
Este documento es disponible en español – www.dd-rd.ca

Rédaction : Caroline Brodeur, Droits et Démocratie

Révision : Kahina Ouerdane et Carole Samdup, Droits et Démocratie

Édition : Madelaine Drohan

Traduction : Claudine Vivier; Isabelle Chagnon; Maria C. Corro; Adrianna Chamorro; José M. Riquelme; Augie van Biljouw.

Design et système : Globalia, www.globalia.ca

© Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, 2011
1001 de Maisonneuve Ouest, Montréal, Qc. Canada H2L 4P9

Créer par une Loi du Parlement en 1988, Droits et Démocratie (Centre international des droits de la personne et du développement démocratique) est un organisme canadien non partisan qui a le mandat de promouvoir, d'appuyer et de défendre, les droits de la personne et le développement démocratique, tels que définis dans la Charte internationales des droits de l'homme des Nations Unies. En partenariat avec la société civile et les gouvernements au Canada et à l'étranger, Droits et Démocratie met en œuvre et soutient des programmes visant à renforcer les lois et les institutions démocratiques, principalement dans les pays en développement.